EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE URBAINE MARSEILLE PROVENCE METROPOLE

Séance du 8 juillet 2011

Monsieur Eugène CASELLI, Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 130 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Olivier AGULLO - Christian AMIRATY - Sylvie ANDRIEUX - Sonia ARZANO - Robert ASSANTE - Mireille BALOCCO - Jean-luc BENNAHMIA - Jean-Marc BENZI - Philippe BERGER - François-Noël BERNARDI - Sabine BERNASCONI - Jean-Pierre BERTRAND - Alexandre BIZAILLON - Olivier BLANC - Jean-Louis BONAN - Sylvia BONIFAY - Patrick BORE - Miloud BOUALEM - Valérie BOYER - Vincent BURRONI - Xavier CACHARD - Philippe CAMILLIERI - René CAMPIONI - Laure-Agnès CARADEC - Marie-Thérèse CARDONA - Eugène CASELLI - Pascal CHAIX - Gérard CHENOZ - Patricia COLIN - Jean-Marc CORTEGGIANI - Vincent COULOMB - Alain CROCE - Claude DAUMERGUE - Didier DAVITIAN - Nicole DESMATS - Eric DIARD - Pierre DJIANE - Jacqueline DURANDO - Frédéric DUTOIT - Joël DUTTO - André ESSAYAN - Jean-Pierre FOUQUET - France GAMERRE - Didier GARNIER - Jean-Claude GAUDIN - Samia GHALI - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Pascal GILLET - Jean-Pierre GIORGI - Bernard GIRAUD - Martine GOELZER - Vincent GOMEZ - Gérard GRAUGNARD - Michelle GUEYDAN - Albert GUIGUI - Gérard GUISSANI - Robert HABRANT - Haouaria HADJ CHICK - Paul HUBAC - Michel ILLAC - Bernard JACQUIER - Catherine JALINOT - Laurence JOUANDON - Fabrice JULLIEN-FIORI - Evelyne KARBOVIAC - Albert LAPEYRE - Alain LAURENS - Laurent LAVIE - Corinne LEGAL - Eric LEOTARD - Christophe LOPEZ - Antoine LORENZI - Marie-Louise LOTA - Christophe MADROLLE - Patrick MAGRO - Robert MALATESTA - René MALLEVILLE - Myriam MALLIA - Christophe MASSE - Henri MATTEI - Martine MATTEI - Jacqueline MAURIC - Christian MAYADOUX - Patrick MENNUCCI - Lucien MERLENGHI - Danielle MILON - Marie-Thérèse MINASSIAN - André MOLINO - Jean MONTAGNAC - Yves MORAINE - Bernard MOREL - Jean-Louis MOULINS - Renaud MUSELIER - Sylvie NESPOULOUS - Jérôme ORGEAS - Frédéric OUNANIAN - Benoît PAYAN - Pierre PENE - Gérard PEPE - Gabriel PERNIN - Claude PICCIRILLO - Marc POGGIALE - Guy PONTOUS - Roland POVINELLI - Tahar RAHMANI - Jean-Pierre RAVOUX - Jean-Pierre REPIQUET - Jean-Louis RIVIERE - Georges ROSSO - Antoine ROUZAUD - Lionel ROYER PERREAUT - Henri RUGGERI - Myriam SALAH-EDDINE - Arlette SALVO - Philippe SAN MARCO - Gérard SBRAGIA - Pierre SEMERIVA - Christel SIMONETTI-ACHARD - Paul SORGE - René TAVERA - Guy TEISSIER - Maxime TOMMASINI - Claude TORNOR - Jean-Paul ULIVIERI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Jean VIARD - Charles VIGNY - Clément YANA.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Francis ALLOUCH représenté par Vincent COULOMB - Michel AMBROSINO représenté par Christian MAYADOUX - Gérard BISMUTH représenté par Roland POVINELLI - Roland BLUM représenté par Renaud MUSELIER - Joëlle BOULAY représentée par Olivier AGULLO - Jean BRUNEL représenté par Corinne LEGAL - René CANEZI représenté par Marie-Thérèse CARDONA - Jean-François DENIS représenté par Laurent LAVIE - Eric DI MECO représenté par Maxime TOMMASINI - Victor Hugo ESPINOSA représenté par Vincent GOMEZ - Mireille FOURNERON représentée par Jacqueline MAURIC - François FRANCESCHI représenté par Robert MALATESTA - Mourad KAHOUK représenté par Jean-Marc CORTEGGIANI - Abdelwaab LAKHDAR représenté par Patrick MAGRO - Eric LE DISSES représenté par Patricia COLIN - Michel LO IACONO représenté par Guy PONTOUS - Jean-Paul MARIA-FABRI représenté par Henri MATTEI - Marie-françoise NICOLAJ-PALLOIX représentée par Marc POGGIALE - Christine ORTIZ représentée par Frédéric DUTOIT - Gilles PAGLIUCA représenté par Catherine JALINOT - Marie-Madeleine PANCHETTI représentée par Marie-Thérèse MINASSIAN - Jacques ROCCA SERRA représenté par Jean-Louis MOULINS - Jean-Louis TIXIER représenté par Patrick BORE - André VARESE représenté par Michelle GUEYDAN - Karim ZERIBI représenté par Pierre SEMERIVA.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Daniel SIMONPIERI - Maurice TALAZAC.

Monsieur Le Président a proposé au Conseil d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

AEC 003-482/11/CC

**■ Zone d'Aménagement Concerté de Saumaty Séon 16ème arrondissement -
Approbation de la procédure de modification du Plan d'Aménagement de Zone
DUFHSU 11/6211/CC**

Monsieur le Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de Communauté le rapport suivant :

Par délibération du 10 juillet 1987, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a créé la zone d'aménagement concerté de Saumaty Séon dans le 16^{ème} arrondissement de Marseille.

Le Dossier de Réalisation et le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) ont été approuvés par délibération du Conseil Municipal du 11 mars 1988.

Suita à la demande de la Ville de Marseille, la communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, par délibération du 9 octobre 2006, a engagé la procédure de modification du Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de Saumaty Séon en vue de faire évoluer cette opération d'aménagement.

Le projet de modification du PAZ avait principalement pour objet :

- la modification du document graphique portant principalement sur :
 - une mise à jour du document par rapport aux aménagements déjà effectués
 - des adaptations ou suppressions de réservations pour espaces publics (voiries, places, cheminements piétonniers, etc...)
 - des adaptations ou suppressions de réservations pour équipements publics (école, jardin, etc...)
 - l'affectation de zonages UC ou UE sur les emprises qui ne sont plus impactées par ces réservations
- la création d'un sous-secteur UEm (îlot situé en contre-bas de la falaise de Mourepiane) dans lequel les conditions d'application des distances des constructions par rapport aux limites de la ZAC sont assouplies et où la hauteur maximum autorisée est portée de 12 à 21 mètres.
 - des modifications de zonage visant à adapter les conditions de constructibilité de certains îlots au contexte urbain du secteur
- la modification du règlement du PAZ portant principalement sur :
 - la mise en cohérence avec le POS des règles de stationnement applicables aux commerces en zonage UCB
 - dans le sous-secteur UEm, la suppression de la règle de distance à respecter entre les constructions et les limites de la ZAC (article UE07) et l'augmentation de la hauteur maximum autorisée de 12 à 21 mètres (article UE10)

- l'augmentation de la SHON autorisée en zonage UC (portée de 50 000 m² à 60 000 m²) et la réduction de la SHON autorisée en zonage UE (ramenée de 150 000 m² à 140 000 m²), sans modification du potentiel constructible global de l'opération (200 000 m²)

Par arrêté n° 10/252/CC du 2 août 2010, Monsieur le Président de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a prescrit l'ouverture de l'Enquête publique portant sur la procédure de modification du PAZ de Saumaty Séon.

L'enquête publique s'est déroulée du 6 septembre au 6 octobre 2010.

Le Commissaire Enquêteur dans son rapport et conclusions remis à Monsieur le Président de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 10 décembre 2010 a émis un avis globalement favorable sur le dossier de modification du Plan d'Aménagement de Zone, sous réserve de la prise en considération des avis particuliers émis ci-dessous :

- Modifications n°1 et 2 : planche de repérage 1 - modification du schéma de desserte du secteur de Saumaty Ouest / réduction de l'emprise des îlots UE et remplacement par du zonage UCB

- Avis favorable du commissaire enquêteur sur la création d'un zonage UCB sur les réservations pour équipements publics supprimées entre les repères 61-65 et 65-66 du PAZ et à l'extension du zonage UCB sur le quadrilatère détaché de la zone UE, avec la réserve de la figuration au document graphique et de l'inscription au règlement à cet endroit d'un sous-secteur UCBA avec adaptation de l'article UC07 pour réduction de 3 à 2m de la distance minimale entre tout point d'un bâtiment et le point le plus proche des limites de ZAC.

La réserve du commissaire enquêteur consiste à demander la création d'un sous-secteur spécifique UCBA se distinguant du zonage UCB par la seule réduction de 3 à 2 mètres de la distance minimale entre les bâtiments et la limite de ZAC (article UC07).

Cette modification étant déjà prévue au niveau de la rédaction de l'alinéa 1.1 de l'article UC07 du Règlement de Zone, il est proposé de ne pas prendre en compte la réserve du commissaire enquêteur.

- Avis favorable du commissaire enquêteur à la création d'un zonage UCA affectant la propriété privée située dans le quadrilatère formé par les repères 64-65-66-67 du PAZ sous réserve d'un zonage UCAB plutôt que UCAa, si la hauteur de la maison actuelle ne dépasse pas 7 mètres ;

Le zonage proposé UCAa, ne concerne qu'une petite emprise actuellement impactée par une réservation pour espace public au Nord du repère 66 du PAZ et mitoyenne de la parcelle E0038 elle-même exclue du périmètre de la ZAC. Cette parcelle privée E0038 est en zonage UC du POS (planche n°15) et il n'est donc pas possible d'en modifier le zonage dans le cadre de la présente modification du PAZ de Saumaty Séon. Il est cependant proposé de prendre en compte la réserve du commissaire enquêteur en affectant à la petite emprise concernée un zonage UCAB plutôt qu'un zonage UCAa.

- Avis défavorable du commissaire enquêteur à la suppression de la réservation pour voirie entre les repères 66 et 68 du PAZ (traverse Va à la Mer) avec recommandation de l'aménagement rapide d'une voie publique reliant en sens unique la traverse Saumaty et la traverse du Cerisier.

Il est décidé de suivre l'avis du commissaire enquêteur et de maintenir la réservation pour voirie entre les repères 66 et 68 du PAZ. La recommandation porte sur la planification des aménagements de voirie de la traverse Va à la Mer sujet qui ne peut être acté dans le cadre de la procédure de modification du PAZ.

- Avis défavorable du commissaire enquêteur à la création d'un zonage UCB sur la réservation pour voirie supprimée entre les repères 59 et 61 du PAZ,
- Avis favorable à la création d'un zonage UCAB sur cette même réservation pour voirie supprimée et sur la partie jointive détachée de l'îlot UE voisin, avec la réserve de la figuration au document graphique d'une prescription pour espace planté sur les 435 m² au contact de la rangée de maisons anciennes bordant au Nord cet espace.

Il est proposé de suivre l'avis du commissaire enquêteur en remplaçant, entre les repères 59 et 61 du PAZ, le zonage UCB par un zonage UCAB et en figurant sur le document graphique une prescription pour espace privé planté aux abords du repère 59 du PAZ.

- Avis favorable du commissaire enquêteur à la création d'un zonage UCB sur la suppression de la réservation pour voirie entre les repères 68 et 1 du PAZ, sous la réserve de la figuration au document graphique et de l'institution au règlement à cet endroit d'un sous-secteur UCBb comportant à l'article UC10 une limitation de hauteur à 7 m.

La réserve du commissaire enquêteur porte sur la création d'un sous-secteur spécifique UCBb entre les repères 68 et 1 du PAZ. Or il n'est pas possible, pour des motifs d'équité et par souci de cohérence urbanistique, de limiter une modification de zonage à une seule propriété .

Il est donc proposé de ne pas créer de sous-secteur UCBb mais de tenir compte de la réserve du commissaire enquêteur en modifiant la rédaction de l'article UC10 du Règlement de Zone en limitant à 7 mètres la hauteur des futures constructions implantées à moins de 60 mètres de l'alignement de la voie U250.

- Modification n°3 : planche de repérage 1 - suppression de l'extrémité ouest de la réservation P5.1 pour talus planté et classement du foncier libéré en zonage UCB avec prescription pour espace privé planté en bordure de la voie U250 :

- Avis favorable du commissaire enquêteur sous la réserve de la figuration au document graphique et de l'institution au règlement à cet endroit d'un sous-secteur UCBb comportant à l'article UC10 une limitation de hauteur à 7 m.

La réserve du commissaire enquêteur est identique à celle formulée sur le précédent point de modification. Il est proposé pour les raisons précédemment évoquées de ne pas créer de sous-secteur UCBb mais de tenir compte de la réserve du commissaire enquêteur en modifiant la rédaction de l'article UC10 du Règlement de Zone en limitant à 7 mètres la hauteur des futures constructions implantées à moins de 60 mètres de l'alignement de la voie U250.

- Modification n°5 : planche de repérage 1 - modification des tracés de principe des cheminements piétonniers

- Avis favorable du commissaire enquêteur sous réserve de la figuration supplémentaire au document graphique d'un tracé de principe de cheminement piétonnier entre les repères 66 et 68 du PAZ.

Il est proposé de suivre la réserve émise par le commissaire enquêteur et de représenter sur le document graphique du PAZ le tracé de principe du cheminement piétonnier entre les repères 66 et 68 du PAZ.

- Modification n°7 : planche de repérage 2 - suppression du tracé de principe du cheminement piétonnier dans l'emprise de l'ancienne traverse du Régali devenue inaccessible au public

- Avis défavorable du commissaire enquêteur pour le motif essentiel que la traverse du Régali constitue une voie traditionnelle emblématique de l'accès à la mer et à même de relier le cœur du village de St Henri au Chemin du Littoral.

De plus, les risques pour les personnes, liés aux mouvements de terres instables de la falaise du Régali, sont considérés comme peu menaçants depuis la réalisation des travaux de mise en sécurité du site.

Il est donc proposé de suivre l'avis du commissaire enquêteur et de conserver le tracé de principe du cheminement piétonnier dans l'emprise de l'ancienne traverse du Régali.

- Modification n°8 : planche de repérage 2 - Création d'un sous-secteur UEm (UE Mourepiane) entre le chemin du Littoral et la falaise de Mourepiane

La proposition de création du sous-secteur UEm répond à une volonté de prendre en compte la configuration particulière du site (localisation en pied de falaise) pour y optimiser l'installation de programmes d'activité. La modification proposée de l'article UE10 du règlement y autorise une hauteur maximum de 21m sans pouvoir dépasser des côtes altimétriques NGF indiquées au document graphique du PAZ (respectivement 37,50 m et 20 m).

- *Avis défavorable du commissaire enquêteur qui, relayant une très forte opposition des associations « Cap au Nord » et « Comptoir de Mourepiane » et de la Mairie des 15ème et 16ème arrondissements conclut que le gigantisme de la construction ambitionnée sur la partie Nord du*

- *secteur UEm et la taille excessive de la construction envisagée sur la partie sud du secteur UEm dissoudraient les éléments caractéristiques du site et du paysage perçus depuis le chemin du Littoral.*

Avec recommandation pour la partie du zonage UE sise au sud de l'ensemble bâti constitué par la station service et le restaurant routier de la figuration au document graphique et de l'institution au règlement à cet endroit d'un sous-secteur UEa avec modification de l'article UE07 pour dispense du respect des distances par rapport aux limites de ZAC et pour autorisation d'adosser les constructions à un fond mitoyen d'altitude supérieure.

Et prescription d'une limitation stricte de la hauteur autorisée de construction à 12 mètres.

Il est proposé de suivre l'avis du commissaire enquêteur par le maintien du zonage UE existant.

La possibilité d'adosser les constructions à un fond mitoyen d'altitude supérieure est déjà prévue dans le cadre de la modification de l'alinéa 2.2 de l'article UE07 du règlement et ne justifie donc pas la création d'un sous-zonage UEa supplémentaire. La hauteur des constructions sur ce secteur est déjà limitée à 12 mètres mais avec une possibilité de la porter exceptionnellement à 14 mètres pour les constructions réalisées en limite d'un espace public en déclivité ou lorsque cela permet d'améliorer l'organisation des constructions et de leurs abords, de répondre à un impératif d'aménagement urbain, une intégration convenable dans le site devant être respectée.

- Modification n° 17 : planche de repérage 5 - modification des emprises de la réservation pour l'espace public destiné à l'aménagement du Mail des Ecoles de St Henri

- Avis favorable du commissaire enquêteur assorti de la recommandation de la figuration au document graphique et de l'institution au règlement, à l'endroit du nouveau secteur UCB bordant au Nord le Mail des Ecoles de St Henri, d'un sous-secteur UCBc se différenciant du zonage UCB au niveau de l'article UC12 par des règles spécifiques de stationnement pour les locaux commerciaux (1 place de stationnement par tranche entamée de 40 m² de surface de plancher hors d'œuvre nette).

La recommandation du commissaire enquêteur porte sur la création d'un sous-secteur spécifique UCBC et son affectation au terrain bordant le côté nord du Mail des Ecoles de St Henri. Or il n'est pas possible, pour des motifs d'équité et par souci de cohérence urbanistique, de limiter une modification de zonage à une seule propriété .

Par ailleurs, la réduction du nombre de places de stationnement (de 1 place par tranche entamée de 20 m² SHON à 1 place par tranche entamée de 40 m² SHON) est déjà prévue dans le cadre de la modification de l'alinéa 5 de l'article UC12 du règlement et ne justifie donc pas la création d'un sous-zonage UCBC supplémentaire.

Il est donc proposé de ne pas créer de sous-secteur UCBC au nord du Mail des Ecoles de St Henri.

- Modification n° 21 : planche de repérage 6 - réduction des emprises pour voirie au droit du repère 36 du PAZ (carrefour Rabelais/Pelas/Guichard) avec maintien d'un chemin piéton empruntant l'impasse Guichard et création d'un îlot en zonage UCB

- Avis Favorable du commissaire enquêteur avec recommandation d'un nouvel examen urbanistique à même d'orienter plutôt l'affectation en UCB de l'emprise de la réduction de réservation située dans l'angle est de la rue Rabelais et de la traverse Guichard.

L'affectation en UE de l'emprise de la réduction de réservation située dans l'angle est de la rue Rabelais et de la traverse Guichard est cohérente avec le zonage UE mitoyen existant au PAZ et avec

les constructions réalisées sur ce secteur. Elle correspond à une volonté d'implanter de l'activité sur ce secteur.

Il est donc proposé de ne pas suivre la recommandation du commissaire enquêteur.

- Modifications n°26 et 27 : planche de repérage 9 - réduction de l'emprise de la réservation pour espace public de la traverse Picaron, affectation aux emprises libérées d'un zonage UCB et suppression de la réservation pour élargissement de la voirie à l'extrémité ouest de la rue Joachim Gasquet / suppression du tracé de principe pour chemin piéton via la traverse Antonin Crousillat

- Avis favorable du commissaire enquêteur à la réduction de l'emprise de la réservation pour espace public de la traverse Picaron sous la réserve d'en exclure l'excroissance pour l'élargissement de la rue Joachim Gasquet.

L'aménagement de la traverse Picaron est achevé et l'élargissement de l'amorce de la rue Joachim Gasquet ne présente aucun intérêt public dans la mesure où cette voie de desserte locale se rétrécit immédiatement après, conserve un gabarit réduit sur tout son linéaire et se termine en impasse au niveau du ruisseau « du Figuier ».

Il est donc proposé de ne pas suivre la réserve du commissaire enquêteur et de supprimer l'emplacement réservé pour élargissement de l'amorce de la rue Joachim Gasquet.

- Avis défavorable du commissaire enquêteur à la suppression du tracé de principe du chemin piéton sur la traverse Antonin Crousillat.

Il est proposé de suivre l'avis du commissaire enquêteur et de maintenir le tracé de principe du chemin piétonnier empruntant la traverse Antonin Crousillat.

- Modification n° 28 : planche de repérage 9 - Adaptation de la limite de la réservation correspondant à l'emprise nord-est du giratoire n°23 du PAZ (Av.Roussin/rue Condorcet/rue Rabelais

- Avis favorable du commissaire enquêteur sous réserve qu'un nouveau calcul détermine exactement l'emprise de la réduction possible, si elle l'est, sur le modèle exact du gabarit de l'aménagement de même nature réalisé dans les autres angles du giratoire n°23.

Il est proposé de tenir compte de la réserve formulée par le commissaire enquêteur en calant les limites de l'emplacement réservé de façon à terminer les aménagements du giratoire en cohérence avec les équipements publics déjà réalisés.

- Modification n° 30 : planche de repérage 10 - réduction des emprises de la réservation pour espace public au niveau et au sud du carrefour n°46 du PAZ (Bd Barnier/rue Condorcet/trav. Pontet)

- Avis favorable du commissaire enquêteur avec recommandation de la mise en œuvre rapide de la solution d'aménagement de ce secteur.

La recommandation du commissaire enquêteur concerne la planification des aménagements de l'espace public du secteur, sujet qui ne peut être acté dans le cadre de la procédure de modification du PAZ.

- Modification n°32 : planche de repérage 10 - suppression du tracé de principe du cheminement piétonnier entre la rue Maurras et la traverse du Cimetière

- Avis défavorable du commissaire enquêteur qui convient de l'inutilité de ce chemin piéton dans le contexte actuel du secteur mais estime qu'il faut préserver l'avenir en le maintenant, quitte à en adapter son tracé de principe.

Il est proposé de suivre l'avis du commissaire enquêteur et de maintenir le tracé de principe du cheminement piétonnier entre la rue Maurras et la traverse du Cimetière.

Le présent dossier qui nous est présenté et qu'il convient d'approuver concerne les pièces du dossier de modification du Plan d'Aménagement de Zone de la ZAC de Saumaty Séon modifié : rapport de présentation, règlement et document graphique du PAZ adaptés pour prendre en compte les conclusions formulées par Monsieur le Commissaire Enquêteur.

En conséquence et suite à l'avis favorable de la Ville de Marseille émis lors du Conseil Municipal en date du 04 avril 2011, il convient que la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuve la modification du Plan d'Aménagement de Zone de la ZAC de Saumaty Séon.

Monsieur le Président propose au Conseil de Communauté d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Communauté,

Vu

- Le Code Général des Collectivités territoriales
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi 83- 630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'Environnement
- L'arrêté Préfectoral du 7 juillet 2000 portant création de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole

- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille du 15 mai 2006, demandant à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole d'engager la procédure de modification du Plan d'Aménagement de Zone de la ZAC de Saumaty Séon
- La délibération du Conseil de Communauté de Communauté du 9 octobre 2006 engageant la procédure de modification du Plan d'Aménagement de Zone de la ZAC de Saumaty Séon
- L'arrêté 10/252/CC du Président de la Communauté urbaine du 2 août 2010 prescrivant l'ouverture de l'Enquête publique relative à la modification du PAZ de la ZAC de Saumaty Séon
- Les conclusions du Commissaire Enquêteur sur le projet de modification du PAZ de la ZAC de Saumaty Séon
- La délibération du Conseil Municipal du 4 avril 2011 donnant un avis favorable sur le dossier de modification et après avis du Commissaire enquêteur

Sur le rapport du Président,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet ne porte pas atteinte à l'économie générale du Plan, qu'il ne réduit aucun espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ou une protection édictée en raison des risques de nuisances, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels et qu'il ne comporte pas de risques de nuisances ;
- Qu'il convient d'approuver la modification du Plan d'Aménagement de Zone de la ZAC de Saumaty Séon dans le 16^{ème} arrondissement de Marseille afin de permettre l'évolution de cette opération conformément aux objectifs d'aménagement définis par la Ville de Marseille.

Après en avoir délibéré :

Décide

Article unique :

Est approuvée la modification du Plan d'Aménagement de Zone de la ZAC de Saumaty Séon dans le 16^{ème} arrondissement de Marseille telle qu'annexée à la présente.

Pour Visa,
Le Vice-Président Délégué à
l'Aménagement de l'espace communautaire

Patrick MAGRO

Pour Présentation,
Le Président Délégué de la Commission
Aménagement de l'espace communautaire

Claude VALLETTE

Certifié Conforme,
Le Président de la Communauté Urbaine
Marseille Provence Métropole

Eugène CASELLI